



EXPERTS COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES



6 Avenue du Coq  
75009 PARIS



+33 (0)1 40 16 92 93



genuyt@actheos.com



www.actheos.com

## OGEC PASSY SAINT HONORE

117 Avenue Victor Hugo  
75116 Paris

### Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Paris

Rouen

Rennes

Le Havre

Bordeaux

Saint-Brieuc

*Le présent rapport comporte 24 pages.*

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

### Exercice clos le 31 août 2024

A l'Assemblée Générale de l'OGEC PASSY SAINT HONORE,

#### 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC PASSY SAINT HONORE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### 2. Fondement de l'opinion

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### 3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.


#### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de notre responsabilité de commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

**Fait à Paris, le 02 décembre 2024**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S. Genuyt', with a stylized flourish at the end.

**S.A.S. GENUYT & Associés**

**Représentée par**

Charles-Antoine GENUYT

Commissaire aux comptes

## ANNEXE

**DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	52 850	26 195	26 655	8 874
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions	8 420 151	5 386 313	3 033 838	3 315 964
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	1 332 385	1 246 498	85 887	95 693
	Autres immobilisations corporelles	1 047 131	799 174	247 957	294 602
	Immobilisations corporelles en cours				5 958
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	5 505		5 505	5 505
	Autres immobilisations financières	24 798		24 798	14 998
<b>TOTAL (I)</b>		<b>10 882 820</b>	<b>7 458 180</b>	<b>3 424 640</b>	<b>3 741 594</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>	27 526		27 526	6 813
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	137 796	24 784	113 012	108 455
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	775 198	36 613	738 584	738 454
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	2 500 000		2 500 000	500 000
	<b>DISPONIBILITES</b>	225 985		225 985	1 738 714
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	183 014		183 014	137 818
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>3 849 519</b>	<b>61 397</b>	<b>3 788 121</b>	<b>3 230 255</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) Primes de remboursement des obligations (IV) Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>14 732 339</b>	<b>7 519 578</b>	<b>7 212 761</b>	<b>6 971 849</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				26 588	16 788
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	8 158	8 158
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	350 000	350 000
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	3 078 958	2 918 037
	Excédent ou déficit de l'exercice	262 285	160 921
	Total des fonds propres (situation nette)	3 699 402	3 437 116
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	572 145	637 439
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	572 145	637 439
	Total des fonds propres	4 271 546	4 074 555
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	190 496	123 694
	Provisions pour charges	762 804	839 013
	Total des provisions	953 300	962 708
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 059 204	1 184 840
	Emprunts et dettes financières divers	4 237	17 265
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	193 392	148 709
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	523 236	360 369
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	167 999	134 057
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	26 795	28 144
	Produits constatés d'avance	13 050	61 201
	Total des dettes	1 987 914	1 934 586
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		7 212 761	6 971 849
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		262 285,20	160 921,03
(1) Dont à moins d'un an		862 475	723 922
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/08/2024	31/08/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	12	42
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	63 873	23 044
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 413 960	3 083 971
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 160 166	1 134 498
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		1 767
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	12 029	10 089
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	218 473	68 596
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	18 069	25 081
Total des produits d'exploitation		4 886 581	4 347 088
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	65 571	25 105
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 122 563	1 815 967
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	54 248	49 801
	Salaires et traitements	1 257 254	1 136 237
	Charges sociales	557 918	492 646
	Dotation aux amortissements et dépréciations	519 633	580 387
	Dotation aux provisions	109 768	154 057
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	80 347	94 517
Total des charges d'exploitation		4 767 302	4 348 716
RESULTAT D'EXPLOITATION		119 279	(1 628)



Compte de Résultat 2/2

		31/08/2024	31/08/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		119 279	(1 628)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	62 154	20 871
	Total des produits financiers	62 154	20 871
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	13 602	15 350
	Total des charges financières	13 602	15 350
RESULTAT FINANCIER		48 552	5 521
RESULTAT COURANT avant impôts		167 831	3 892
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	268 115 168	6 369 154 575
	Total des produits exceptionnels	115 436	160 944
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 611	
	Total des charges exceptionnelles	6 611	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		108 825	160 944
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		14 370	3 915
TOTAL DES PRODUITS		5 064 171	4 528 903
TOTAL DES CHARGES		4 801 886	4 367 982
EXCEDENT ou DEFICIT		262 285	160 921
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

# Informations générales et faits significatifs

## **Objet social et périmètre d'activité :**

L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assurer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissements ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'association peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation, l'apprentissage et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale, se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

L'association peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

L'association peut acquérir, aliéner tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

## **Moyens mis en oeuvre :**

Les ressources de l'association se composent :

- des contributions et participations des familles,
- des contributions, participations et subventions versées par l'Etat et les collectivités territoriales,
- des intérêts et revenus du patrimoine de l'association,
- du produit de sa gestion propre et plus généralement de toutes ressources non interdites par la loi et les règlements en vigueur,
- d'une cotisation qui peut être demandée et fixée par le conseil d'administration.

La gestion de ces ressources est effectuée par le conseil d'administration conformément aux buts poursuivis par l'association et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Compte rendu est fait à l'assemblée générale ordinaire.

Il est tenu une comptabilité conforme à la législation en vigueur et au plan comptable adapté à l'Enseignement privé avec présentation d'un compte de résultat et d'un bilan dont copie est adressée, dans le mois qui suit l'assemblée générale ayant approuvé les comptes de l'exercice, à l'Udogec, ou en l'absence de celle-ci, à l'Urogec.

La durée de l'exercice social est de 12 mois. L'exercice commence le 1er septembre pour être clôturé le 31 août.

# Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 212 761** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **5 064 171** euros et un total **charges** de **4 801 886** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **262 285** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et suivant la nomenclature de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fédération Nationale des OGEC (FNOGEC), la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

# Règles et Méthodes Comptables

## Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

## Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation du bien (cf tableau ci-dessous).

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Immobilisation	Durée d'amortissement
Structure (gros oeuvre)	25 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages,...)	10 à 15 ans
Equipements de restauration	8 à 12 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Mobilier scolaire	5 à 10 ans
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans
Matériel et équipement pédagogique	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique, matériel de reprographie	2 à 5 ans
Logiciels	2 à 3 ans

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Au cours de l'exercice, l'établissement a ouvert les comptes suivants :

- 1 compte à terme de 500k€ dont l'échéance est en 07/2025
- 1 compte à terme de 500k€ dont l'échéance est en 01/2026
- 1 contrat en fonds de placement de 1,5 M€

# Règles et Méthodes Comptables

## Provision d'indemnité de départ volontaire à la retraite

Conformément aux préconisations de la FNOGEC, l'association comptabilise les engagements de retraite du personnel salarié.

Le mode de calcul des engagements d'indemnités de départ à la retraite que l'association serait amenée à payer lors des départs volontaires à la retraite ds salariés est fonction des éléments suivants :

- départ volontaire du salarié
- âge à la clôture de l'exercice concerné
- ancienneté à la clôture de l'exercice
- convention collective
- rémunération mensuelle à la date de clôture
- nombre d'années restant à effectuer par le salarié entre la clôture de l'exercice et son départ à la retraite

Selon la convention collective applicable, les modalités de départ en retraite ont été mises à jour et la provision est calculée selon les modalités suivantes :

- 0,5 mois de salaire avant 5 ans d'ancienneté,
- 1 mois de salaire entre 5 et 10 ans d'ancienneté,
- 1,5 mois de salaire entre 10 et 15 ans d'ancienneté,
- 2 mois de salaire entre 15 et 20 ans d'ancienneté,
- 2,5 mois de salaire entre 20 et 25 ans d'ancienneté,
- 3 mois de salaire entre 25 et 30 ans d'ancienneté,
- 3,5 mois de salaire entre 30 et 35 ans d'ancienneté,
- 4 mois de salaire au-delà de 35 ans d'ancienneté.

Dans le cadre d'un départ volontaire à la retraite des salariés, l'indemnité est soumise à charges sociales.

Les salariés qui relèvent d'une autre convention collective ou d'un statut particulier, sont également inclus dans le calcul de la provision, dans le respect des textes réglementaires qui leur sont applicables.

Au 31/08/2024, la provision pour indemnité de départ volontaire à la retraite s'élève à 85644€. Le taux de charges théorique moyen de 51,87% utilisé sur les exercices précédents est supprimé au profit du taux de charges observé en 2022/2023, soit 40.22%.

## UFA

Les produits attendus de l'UFA sur les exercices antérieurs font l'objet d'une décôte de 10%.

# Règles et Méthodes Comptables

## Taxe sur les salaires

L'établissement dispense une formation conduisant à la délivrance d'un diplôme enregistré au niveau 7 sanctionnant 5 années d'études après le bac. A ce titre, il bénéficie de l'exonération de la taxe sur les salaires conformément au titre III du livre VII du code de l'éducation.

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	8 158				8 158
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	350 000				350 000
Autres réserves					
Report à nouveau	2 918 037	160 921			3 078 958
Excédent ou déficit de l'exercice	160 921	(160 921)	262 285		262 285
Situation nette	3 437 116		262 285		3 699 402
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	637 439			65 294	572 145
Provisions réglementées					
TOTAL	4 074 555		262 285	65 294	4 271 546

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	23 189		29 662			52 850
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 189		29 662			52 850
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	3 847 506		24 985		3 332	3 869 159
	instal. agencet aménagement	4 550 992					4 550 992
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 658 873		49 874		376 362	1 332 385
	Instal., agencement, aménagement divers	824 785		8 132		44 015	788 903
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	203 027		43 439		32 414	214 052
	Emballages récupérables et divers	44 176					44 176
	Immobilisations corporelles en cours	5 958			5 958		
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 135 317		126 430	5 958	456 123	10 799 667
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	20 503		9 800			30 303
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	20 503		9 800			30 303
TOTAL		11 179 009		165 892	5 958	456 123	10 882 820



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	14 315	11 880		26 195
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 315	11 880		26 195
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui	1 349 408	111 672	1 456	1 459 623
	instal. agencement aménagement	3 733 127	193 564		3 926 691
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 563 180	59 680	376 362	1 246 498
	Autres instal., agencement, aménagement divers	635 897	56 232	43 431	648 698
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	136 440	30 939	28 262	139 116
CORPORELLES	Emballages récupérables et divers	5 049	6 311		11 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 423 100	458 397	449 512	7 431 985
TOTAL		7 437 415	470 277	449 512	7 458 180

# Créances et Dettes

		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	5 505	1 790	3 715
	Autres immobilisations financières	24 798	24 798	
	Clients, usagers douteux ou litigieux	24 784	24 784	
	Autres créances clients, usagers	113 012	113 012	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 152	2 152	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	234 457	234 457	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	538 589	538 589	
	Charges constatées d'avance	183 014	183 014	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 126 310</b>	<b>1 122 595</b>	<b>3 715</b>
Prêts accordés en cours d'exercice		5 505		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		5 505		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 059 204	127 158	524 219	407 828
	Emprunts et dettes financières divers	4 237	4 237		
	Fournisseurs et comptes rattachés	523 236	523 236		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	48 807	48 807		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	92 972	92 972		
	Impôts sur les bénéfices	18 078	18 078		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 143	8 143		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	26 795	26 795		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	13 050	13 050		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>1 794 522</b>	<b>862 475</b>	<b>524 219</b>	<b>407 828</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		136 503			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/08/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/08/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	2 771 312	49 874		2 821 186
Autres subventions d'investissement				
<b>Montant nominal</b>	<b>2 771 312</b>	<b>49 874</b>		<b>2 821 186</b>
Quotes-parts virées au compte de résultat	2 133 873	115 168		2 249 041

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	86 104	9 768	10 229	85 644
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	752 909		75 748	677 161
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	123 694	100 000	33 199	190 496
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	962 708	109 768	119 176	953 300
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	37 100	12 743	25 058	24 784
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	74 239	36 613	74 239	36 613
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	111 338	49 356	99 297	61 397
TOTAL GENERAL		1 074 046	159 124	218 473	1 014 698
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			159 124	218 473	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Evolution de la population scolaire de l'établissement

	Année 2021/2022	Var.	Année 2022/2023	Var.	Année 2023/2024
Lycée Technique	268	-3	265	-1	264
Lycée Général	324	3	327	9	336
Sous-Total Lycée	592	0	592	8	600
BTS 1ère année	169	-14	155	6	161
BTS 2ème année	115	-19	96	-3	93
BTS Contrats Pro. et Appr. 1	13	-5	8	-8	
BTS Contrats Pro. et Appr. 2	49	3	52	-11	41
Licences	79	10	89	28	117
Mastere 1		8	8	-2	6
Master 2	6	-6		5	5
Incubés	10	0	10	-10	0
Sous-Total Ens. Sup.	441	-23	418	5	423
dont apprentis	157	10	167	2	169
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 033</b>	<b>-23</b>	<b>1 010</b>	<b>13</b>	<b>1 023</b>

## Evolution des tarifs de l'établissement

### 31/08/2024

	Année 2021/2022	Var.	Année 2022/2023	Var.	Année 2023/2024
<b>Lycée</b>					
Quotient 1	2 127 €	3,0%	2 191 €	7,0%	2 344 €
Quotient 2	1 515 €	7,1%	1 622 €	7,0%	1 736 €
Quotient 3	1 228 €	32,1%	1 622 €		
<b>BTS (SAM-CG-GPME-BA)</b>					
Quotient 1	2 246 €	3,0%	2 313 €	1,0%	2 336 €
Quotient 2	1 655 €	7,5%	1 779 €	1,0%	1 797 €
Etudiant boursier					1 434 €
<b>BTS COM</b>					
Quotient 1	2 579 €	3,0%	2 656 €	2,5%	2 722 €
Quotient 2	1 955 €	6,0%	2 072 €	2,5%	2 124 €
Quotient 3	1 955 €	6,0%	2 072 €		
Etudiant boursier					2 124 €
<b>BTS DIET</b>					
Quotient 1	2 579 €	3,0%	2 656 €	1,0%	2 682 €
Quotient 2	1 955 €	6,0%	2 072 €	1,0%	2 093 €
Quotient 3	1 955 €	6,0%	2 072 €		
Etudiant boursier					2 093 €
<b>Contrats Pros et Apprent.</b>					
Bachelor com. 360	6 700 €	0,0%	6 700 €	0,0%	6 700 €
CPSS					3 500 €

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/08/2024
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b> Produits 2023/2024		8 451	8 451
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b> Taxe d'apprentissage 2022 à affecter		4 600	4 600
<b>TOTAL</b>			<b>13 050</b>

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			183 014
Budget pédagogique		120 548	
Entretien Réparations Maintenance		8 941	
Assurance		22 357	
Loyer et locations diverses		22 048	
Cotisations		1 051	
Frais postaux et télécommunications		657	
Autres		1 494	
Licences		5 919	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			183 014

--